



Préface

Laurent Bazin

► To cite this version:

Laurent Bazin. Préface. Roch Yao Gnabéli. Les mutuelles de développement en Côte d'Ivoire. Idéologie de l'origine et modernisation villageoise, L'Harmattan, 2014, 978-2-343-0476-2. hal-01382109

HAL Id: hal-01382109

<https://hal.science/hal-01382109>

Submitted on 15 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ce texte est publié en préface de l'ouvrage de Roch Yao Gnabéli :

***Les mutuelles de développement en Côte d'Ivoire.
Idéologie de l'origine et modernisation villageoise***

Paris L'Harmattan, 2014

Laurent Bazin
CNRS, IRD-CESSMA

Résumé

Mutuelles de développement est le nom générique qu'ont pris en Côte d'Ivoire les associations regroupant cadres et travailleurs originaires d'un même village ou d'une même région. Comment expliquer la permanence de tels groupements ? Pourquoi leurs organisateurs battent-ils campagne pour développer et moderniser leur localité d'origine ? Pourquoi doivent-ils sans relâche convoquer, réunir, sensibiliser, presser, interpeller les membres villageois ou citadins pour obtenir leur participation ? Pourquoi certaines associations réussissent-elles à mobiliser et d'autres non ? Quel est le sens de tous ces efforts, de tous ces investissements ? Qu'est-ce que le village d'origine ? Et pourquoi les citadins s'efforcent-ils de transformer radicalement leur espace en le dotant d'infrastructures urbaines ?

Les mutuelles de développement se positionnent en interface entre les fractions urbaines et rurales, gérant en partie les tensions liées aux enjeux de pouvoir dans l'espace villageois, dans les relations avec les villages voisins, en leur sein même et dans leurs rapports avec l'État. Ce livre apporte un éclairage sur les conditions historiques, politiques, sociales, idéologiques, économiques de leur émergence. Il démontre qu'elles sont des lieux où l'on produit un intense travail symbolique et idéologique pour donner sens aux liens avec le village d'origine, arracher ce dernier à son obscurité et l'inscrire dans le monde moderne.

Ce faisant, les mutuelles de développement constituent en Côte d'Ivoire des dispositifs sociaux où se fabrique l'ancrage des rapports sociaux et politiques dans une idéologie de l'origine.

Mots clés

Côte d'Ivoire – Origine – Originaires – Idéologie – Mutuelles de développement – Associations villageoises – Associations d'originaires – Développement rural – Modernisation villageoise

Roch YAO GNABÉLI est titulaire d'un doctorat de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris (2005) et d'un doctorat de 3^e cycle de l'Université de Cocody-Abidjan (1998). Il est professeur de sociologie à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Il dirige le Laboratoire de Sociologie Économique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques (LAASSE). Il est également directeur de publication des revues Perspectives & Sociétés et Revue Sociétés & Économies.

<http://www.laasse-socio.org/>

Laurent BAZIN est anthropologue au CNRS, mis à disposition de l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il est membre du CLERSÉ (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques) et du CESSMA (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatique). Il est en accueil à l'université d'Oran, Algérie (2014-2016).

<http://www.cessma.univ-paris-diderot.fr/spip.php?article248>

<http://clerse.univ-lille1.fr/spip.php?article115>

Préface

par Laurent Bazin

Les associations d'originaires représentent un phénomène répandu à travers toute l'Afrique subsaharienne. Remarqué dès les débuts de l'ère coloniale, il n'a pourtant guère suscité de recherches, de sorte qu'il demeure mal connu. Pourquoi donc les citoyens originaires d'un même village, ou d'un même ensemble régional, éprouvent-ils le besoin de se regrouper pour former des associations ? Comment ont évolué ces associations ? Comment fonctionnent-elles ? Quelle est leur vocation ? Quels conflits se déroulent en leur sein et qu'expriment-ils ? Pourquoi des personnalités haut placées dans la hiérarchie socioéconomique ou politico-administrative y consacrent-elles du temps et de l'énergie ? Pourquoi de plus « jeunes » cadres — entendez par là non seulement issus de nouvelles générations de citoyens mais aussi des acteurs moins dotés en capital économique et social — prennent-ils l'initiative de les destituer pour prendre la tête des associations, « battant la campagne » à leur tour, selon l'expression de Roch Yao Ghabéli, sous la menace des sorciers dont le village est considéré le siège ? Quelle est la nature de tous ces investissements ? Quel est leur sens ? Quelles en sont les finalités ? Et tout d'abord que recouvre exactement cette notion de « village d'origine » ?

C'est l'ensemble de ces questions, et d'autres encore, que Roch Yao Ghabéli aborde dans cette étude consacrée aux mutuelles de développement en Côte d'Ivoire, selon le nom générique dont se sont doté les associations d'originaires dans les années 1980. Son approche est originale et riche d'enseignements. Elle mène en parallèle une comparaison entre trois associations d'originaires choisies dans des régions différentes, en relation avec des localités de taille et d'importance disparate, mais qui sont toutes trois emblématiques, chacune à sa manière : la ville de Bonoua, territoire des Abouré, se confondait pratiquement dans les années 1970 avec sa mutuelle de développement qui était considérée à cette époque comme un modèle ; le gros village de Tanguelan, au cœur du royaume agni du Djuablin, devenu récemment sous-préfecture à la suite des réalisations spectaculaires de sa mutuelle de développement, occupe à son tour la position de l'exemplarité dans les années 1990 ; enfin, le village de Godélilié dans le canton guébié proche de Gagnoa en pays bété, connu pour avoir été victime d'une violente répression politique dans les années 1970, offre une sorte de contre-modèle d'une association qui ne parvient pas à mobiliser efficacement ses membres. Dans la comparaison entre ces trois cas, Roch Yao Ghabéli évacue tout différentielisme ethnique — qui prendrait par exemple pour système d'explication des différences culturelles, celles-ci étant fréquemment perçues en Côte d'Ivoire à travers des stéréotypes forgés sur les modes d'organisation politique « traditionnels » : les monarchies lignagères akan, le système des classes d'âge des « lagunaires » (les Abouré), la nature peu centralisée du pouvoir chez les Bété. C'est la manière dont l'histoire et les traditions sont investies et resignifiées par les mutuelles de développement qui constitue ici le cœur de l'analyse. En cela, les logiques mises en

œuvre sont analogues d'une région à l'autre, car elles puisent leurs ressorts dans l'organisation sociopolitique d'ensemble de la Côte d'Ivoire.

Un aspect remarquable, et heuristique, de la démarche de Roch Yao Gnabéli est qu'il considère les associations d'originaires comme des dispositifs sociaux producteurs de sens. Cette démarche lui permet de déconstruire en premier lieu l'apparente évidence de la notion de village d'origine ; au fil des pages, en reconstituant l'histoire de trois de ces associations, leurs évolutions, leurs réalisations, leurs échecs, leurs conflits, il nous montre petit à petit que tout l'effort, toute l'énergie, tous les moyens qu'elles mobilisent sont tendus vers la production symbolique, imaginaire, idéologique de l'origine. Ainsi, l'origine villageoise ne se présente pas comme une donnée — qui serait par exemple de l'ordre d'un fait généalogique — mais comme une production sociale. Les mutuelles de développement sont, précisément, les dispositifs institutionnels qui produisent, au sein de la société ivoirienne considérée dans sa globalité, le sens de l'origine à laquelle les individus sont assignés¹. C'est là leur finalité première, leur raison d'être. Elles s'appuient pour cela sur un intense travail idéologique ; elles font de l'origine le fondement d'une obligation sociale et morale et la transforment de ce fait en appartenance sociale. Les associations visent alors à conférer à cette appartenance une valeur symbolique qui s'appuie sur un effort de reconstruction historique. Celle-ci s'inscrit dans un imaginaire de grandeur perdue : le prestige ainsi recherché dans l'histoire permet aux « originaires » de s'en revendiquer, et offrent les ressources symboliques aptes à mobiliser les « fils et les filles » du village pour le « développement » et la « modernisation villageoise ».

Les réalisations matérielles qui sont entreprises dans ce sens ont pour logique de transformer le cadre matériel du village en le dotant d'infrastructures urbaines : le lotissement crée des rues rectilignes et de nouveaux quartiers où les citoyens construisent leurs maisons ; l'adduction d'eau et l'électrification sont des étapes nécessaires, cette dernière étant assimilée à une sortie de l'obscurité ; l'implantation dans le village de diverses infrastructures publiques vise à lui conférer une position centrale vis-à-vis de ses voisins ; la consécration ultime est obtenue par la reconnaissance de l'État lorsque ce dernier fait du village le siège d'une commune ou, mieux, d'une sous-préfecture : il a alors tous les attributs d'une ville à part entière, pleinement « éclairée par la lumière du monde moderne » et qui, en devenant partie intégrante du maillage institutionnel de l'État, abrite en son sein ce dernier et attire à elle une part de sa grandeur, de son autorité et de son prestige. La transformation progressive du cadre matériel du village par les citoyens ne doit pas être comprise dans sa seule dimension matérielle, mais comme une accumulation de signes : ce sont ces signes qui sont l'objet du travail des mutuelles de développement.

La grande originalité de l'approche de Roch Yao Gnabéli n'est pas seulement de parvenir à expliciter quelles significations s'attachent aux initiatives, aux réalisations matérielles, ainsi d'ailleurs qu'à leurs échecs lorsque l'implication des citoyens et/ou des villageois fait défaut. Elle démontre que ces mutuelles de développement constituent en Côte d'Ivoire ce qu'on peut désigner comme un phénomène social total, non pour se conformer à l'usage galvaudé qui est souvent fait de ce concept de Mauss, mais parce que les mutuelles de développement occupent véritablement une position nodale dans la société ivoirienne. Ce sont les rapports sociaux et politiques dans leur ensemble qui sont

¹ Lors de la publication en 1998 de mes propres travaux de recherche, je parlais de « fixation dans l'origine » pour désigner cette assignation. Cf. Laurent Bazin : *Entreprise, politique, parenté. Une*

impliqués dans leur action et transformés par elle. Elles cristallisent les compétitions sociales qui prennent place dans la société. Elles réagencent un ensemble de rapports sociaux (et pas seulement la « relation ville-campagne » ou les relations internes au village) en s'attachant à les inscrire dans un ordonnancement symbolique conforme à leur vision du monde. En s'efforçant de regrouper des communautés de citoyens de même origine, elles les constituent en une sorte de double du village, tentent de fusionner avec lui et forment ainsi une vague entité politique dont les contours sont dessinés par l'idéologie de l'origine qu'elles secrètent, et qui est la scène sur laquelle se produisent ces nouveaux notables villageois que sont les cadres. L'action des mutuelles de développement est ainsi tout entier politique, en dépit du fait qu'elles se définissent généralement comme « apolitiques » : elles modifient l'équilibre des pouvoirs dans les villages, règlent la gestion de la vie collective, opèrent des investissements financiers, collectent des fonds, transforment le cadre de vie et son espace matériel ; elles sont politiques également dans le sens où elles inscrivent leurs actions dans un rapport permanent à l'État, pour attirer à elles les infrastructures publiques et tout autre signe d'une reconnaissance par l'autorité étatique. Elles sont enfin politiques du fait même qu'elles sont les opérateurs qui produisent l'idéologie de l'origine.

Avant de revenir sur cette question essentielle, je voudrais souligner à quel point l'approche développée par Roch Yao Gnabéli permet de dépasser la problématique des « courtiers du développement », selon la célèbre formule de Jean-Pierre Olivier de Sardan qui a inspiré nombre de travaux sur les projets de développement. Cette notion met en avant l'action stratégique d'acteurs qui s'érigent en intermédiaires entre des communautés rurales (parfois urbaines) et des agents extérieurs (ONG, agences internationales, État, coopération décentralisée) afin de capter les ressources de l'aide au développement, puisant des profits matériels et symboliques, voire politiques, de leur position d'intermédiation. Cette approche est fondée sur l'existence de ressources externes, phénomène massif en Afrique subsaharienne, dont les implications requièrent effectivement l'attention des scientifiques ; la logique des acteurs occupe cependant dans cette perspective une position secondaire, comme subordonnée, dérivée de l'aide au développement, et abordée avant tout par son caractère économique, dans le double sens de matériel et de calcul stratégique. À l'inverse, la démarche de Roch Yao Gnabéli replace au centre de l'analyse les dynamiques internes des rapports qui lient les acteurs entre eux (les différentes catégories de citoyens et de villageois que les mutuelles de développement prétendent unifier), leurs visions du monde, les logiques symboliques de leurs actions, les conflits qui les opposent ; les agents et les ressources externes occupent dans sa perspective une position périphérique.

Ce travail montre que l'origine villageoise, objet d'incessants efforts des citoyens, change de significations à partir des années 1980. C'est à cette époque que les associations adoptent la dénomination de « mutuelles de développement » : c'est la période de crise économique et d'ajustements structurels, lorsque l'État est contraint de renoncer à l'idéologie modernisatrice et développementaliste qui le définissait depuis l'indépendance. L'État perd son rôle d'acteur unique du développement, et va désormais abandonner la méfiance qu'il nourrissait envers les associations d'origines ; celles-ci ne se substituent pas véritablement à ses interventions ; elles en sont plutôt des relais mais elles récupèrent en quelque sorte l'initiative, ainsi que le travail de production idéologique.

Ce résultat est important. Ce que montre Roch Yao Gnabéli en étudiant ce phénomène, c'est un processus que l'on peut observer sous des formes diverses sur

l'ensemble du monde dans cette période qui suit les plans d'ajustement structurel des années 1980. La globalisation, par l'affaiblissement des idéologies développementalistes et modernisatrices au profit du libéralisme économique, modifie la vision des « traditions » et de la « modernité » ainsi que, bien sûr, les rapports entre ces deux pôles. Ayant perdu leur vocation modernisatrice au profit d'un horizon désormais tracé par l'intégration au marché mondial, les États ne s'acharnent plus à combattre — voire à éradiquer — les « traditions » pour moderniser la société : ils les encouragent au contraire et tendent à les patrimonialiser comme autant de composantes « régionales » ou « ethniques » d'une « identité nationale »². Autrement dit, les « traditions » — ou l'ethnicité qui leur était associée — ne sont plus opposées à la modernité comme elles l'étaient auparavant : la modernité passe au contraire autant par les « traditions » que par l'ethnicité, qui deviennent autant de signes d'identités qui doivent être défendues et valorisées dans le cadre de l'intégration marché global. Les États consacrent beaucoup d'efforts et d'énergie à cette production idéologique, mais celle-ci ne pourrait exister si elle n'était efficacement élaborée de l'intérieur même des sociétés, si elle ne trouvait une multitude de formes d'expression qui permettent de la matérialiser dans les rapports sociaux et dans les consciences.

Ce que nous donne à comprendre Roch Yao Gnabéli, c'est la manière dont les acteurs sociaux investissent en Côte d'Ivoire le nouveau cadre idéologique, non pas par souci de suivre les évolutions de l'État, mais en quelque sorte dans un effort pour transformer leur propre univers et lui donner sens, afin de l'arrimer à ce nouvel ordonnancement imaginaire du monde. En produisant activement à travers leurs associations une idéologie de l'origine, les citoyens y inscrivent leur propre identité sociale et politique ; ils désignent le village comme espace de l'obscurité et de l'arriération et, s'en emparant et le transformant, l'ancrent dans l'espace social de la modernité. Car l'origine prend en Côte d'Ivoire comme ailleurs en Afrique une double signification. La première, généalogique, connote l'ascendance, rattache chacun à « son » village identifié à l'univers de ses ancêtres et le retraduit comme lien ethnique et parenté métaphorique : les « originaires » ou « ressortissants » d'un village en sont les « fils » et « filles » ; ce sont des « frères » et « sœurs », et les mutuelles sont justement qualifiées de « fraternelles ». La seconde signification est liée à l'espace temporel dans lequel sont projetés les rapports villages/villes et les rapports villageois/citadins. La temporalité est orientée par l'idée de développement et de modernisation. Le village est perçu comme le lieu de la tradition, dont les gardiens sont les personnages détenteurs des différentes formes d'autorité coutumière ; c'est à ce titre que le village est également synonyme d'archaïsme, de sous-développement. Mais l'idée de développement et de modernisation s'est profondément transformée dans la décennie 1980 et, fabriquant l'imaginaire et la « mémoire » d'un passé glorieux à réhabiliter, les associations d'originaires retravaillent en profondeur les significations attachées à ce référentiel spatio-temporel. Dans leur logique et dans leur action, le « développement » dont il est question tend à se détacher de l'organisation des activités productives et marchandes pour se fixer sur les seuls aspects matériels du cadre de vie. Le village n'est plus simplement le siège de l'archaïsme, mais celui d'un éclat passé qu'il faut regagner. Les efforts des mutuelles visent alors à transformer l'origine villageoise, à l'arracher à

² Laurent Bazin et Monique Selim : « Diffractions politiques du marché (Côte-d'Ivoire, Vietnam) », *Journal des anthropologues*, 87, 2001 : 109-137.

son « obscurité » pour métamorphoser radicalement ce qui est le signe de l'archaïsme en une manifestation du rattachement au monde contemporain, « moderne », urbain.

* * *

L'étude de Roch Yao Gnabéli a été menée dans les années qui suivent immédiatement le déclenchement de la guerre en 2002. Entre le milieu de la décennie 1990 et l'année 2011, les tensions politiques se sont exacerbées autour de la dramatisation de la question de l'« ivoirité », c'est-à-dire la question de l'origine et de l'ancrage du pouvoir politique dans l'origine. La situation est loin d'être réglée et demeure aujourd'hui extrêmement conflictuelle. Le thème que traite ce livre est donc tout à fait actuel. Outre les difficultés de mener à bien des investigations dans trois régions différentes dans un contexte de conflit, il faut souligner ici le désir d'utiliser les outils scientifiques pour comprendre la situation tragique que traverse alors la Côte d'Ivoire, sans se laisser entraîner par les logiques de radicalisation partisane qui résultent du conflit. De là découle un souci de rigueur scientifique, de minutie dans l'exposé des matériaux recueillis, leur interprétation et le déroulement progressif, nuancé, prudent, de la démonstration : l'auteur manifeste ainsi sa volonté de se ménager une marge d'autonomie dans l'interprétation, d'être rigoureux dans l'analyse d'une réalité qui est observée à partir de sa dimension microsociale. De la sorte, cette étude traite du rapport l'origine — question ô combien polémique et cruciale en Côte d'Ivoire au début des années 2000 — tout en maintenant à distance les tensions politiques qui ont pour objet précisément le rapport à l'origine. L'auteur évite ainsi de se laisser influencer par l'ensemble des analyses qui ont été produites sur le conflit lui-même, qui sont le plus souvent élaborées à partir de l'étude du champ discursif des affrontements politiques, ou à partir de perspectives macrosociales, sans compter toutes les publications qui ont été produites, dans un sens ou dans l'autre, pour défendre ou pourfendre la notion « d'ivoirité ».

On ne peut néanmoins lire cette étude sans la relier au cadre général dans lequel elle prend place : les dynamiques internes aux mutuelles de développement et les dynamiques politiques conflictuelles s'inscrivent dans un même processus et celui-ci, je l'ai déjà souligné, dépasse le contexte national spécifique de la Côte d'Ivoire pour s'articuler à la conjoncture globale. Les mutuelles de développement sont les dispositifs institutionnels sur lesquels repose ce que Roch Yao Gnabéli nomme ailleurs « la production d'une identité autochtone en Côte d'Ivoire »³ : les trois exemples développés dans ce livre, il faut le souligner, sont situés dans des régions d'agriculture d'exportation, dont l'essor économique repose sur un processus d'installation — de peuplement — de planteurs et de travailleurs venant d'autres régions de Côte d'Ivoire et des pays voisins (Burkina Faso, Mali, Guinée...). L'idéologie de l'origine produite par les mutuelles de développement, en même temps qu'elle cherche à unifier villageois et citadins autour d'une même ascendance, est ce qui produit l'exclusion des « allogènes » en les rattachant à une origine extérieure.

Cette dynamique est ancienne, mais elle change de signification dans les années 1980, comme on l'a vu. Elle constitue le terreau qui va permettre un basculement de la base idéologique de l'État dans les années 1990. Celui-ci s'était historiquement bâti

³ Roch Yao Gnabéli : « La production d'une identité autochtone en Côte d'Ivoire », *Journal des anthropologues*, 114-115, 2008 : 247-275.

comme un État-allochtone, selon l'expression de Jean-Pierre Dozon⁴. Il se recentre brusquement en 1994-95 — dans un contexte de tensions exacerbées par les enjeux électoraux après la mort de Félix Houphouët-Boigny et qui iront en s'aggravant au fil des années — sur l'idée d'autochtonie ivoirienne qui, elle, est une formulation nouvelle. La fameuse « clause d'ivoirité », en conditionnant l'accès au poste de chef d'État au fait d'être « né ivoirien de père et de mère eux-mêmes nés ivoiriens », n'est rien d'autre qu'une tentative de reformuler le pouvoir politique en l'ancrant dans une identité autochtone qu'il a fallu inventer. Ce n'est pas la même idée « d'identité autochtone » que celle que fabriquent les associations d'originaires, mais c'est en quelque sorte sa réplique à l'échelle de l'ensemble de la Côte d'Ivoire. Comme elle, elle énonce l'appartenance territoriale en termes généalogiques. Elle produit de l'exclusion, d'où découlent des tensions.

On observe dans l'ensemble du monde des processus analogues de recentrage des États sur une « identité nationale » ; ils ont partout des formes d'expression propres et reposent sur des dynamiques internes singulières, mais ces processus sont toujours conflictuels⁵. A travers la clause symbolique de l'« ivoirité » c'est la conception même de la citoyenneté sur laquelle s'édifie le pouvoir politique qui est radicalement transformée, débouchant sur des conflits en cascade. Jusque dans les années 1980, la dynamique développementaliste sur laquelle se construisait l'État définissait la citoyenneté à travers la participation au développement, c'est-à-dire au projet de l'État. Dans un contexte de parti unique, les élections n'étaient nullement un enjeu : elles étaient le cadre d'expression d'une allégeance symbolique envers l'État, au niveau individuel et des communautés d'appartenance. De sorte que, comme le souligne ailleurs Roch Yao Gnabéli⁶, la nationalité ivoirienne n'avait guère d'importance jusque dans les années 1990, en dépit des lois d'ivoirisation des emplois et des capitaux datant de 1974. Ce n'est plus la même chose dans les années 1990, dans un contexte où la perspective du développement a fait place à celle de l'intégration au marché mondial, lorsque l'État n'a en quelque sorte plus d'autre projet que d'être sa propre finalité, ou le lieu stratégique du contrôle du pouvoir et des sources d'enrichissement (ce qu'il a toujours été). Les élections deviennent au contraire un théâtre d'affrontement de partis et de factions politiques en même temps que l'expression symbolique d'une appartenance nationale. La citoyenneté, qui a désormais pour forme concrète le droit de vote, est devenue un enjeu stratégique de l'accès au pouvoir ; elle est redéfinie en termes de nationalité, d'origine et d'autochtonie. Ce qui est désigné en Côte d'Ivoire de manière très significative comme le processus d'« identification » — la vérification des listes électorales, c'est-à-dire de la nationalité de chacun — a profondément déstabilisé la société ivoirienne ; c'est un des facteurs directs du déclenchement, en 2002, d'un conflit qui s'est présenté sous l'aspect d'une « guerre des patriotismes », car toutes les factions armées en présence se réclamaient du patriotisme. Si l'« identification » a eu ce

⁴ Jean-Pierre Dozon : « L'étranger et l'allochtone en Côte d'Ivoire », in Contamin B., Memel-Fotê H. (dir.), *Le modèle ivoirien en question*. Paris, Karthala, 1997 : 779-798.

⁵ Laurent Bazin, Monique Selim, Robert Gibb : « Nationalisation et étatisation des identités dans le monde contemporain », *Journal des anthropologues*, n° hors-série « Identités nationales d'État », 2007 : 7-35 ; Laurent Bazin : « Idéologies de l'identité nationale et formes de citoyenneté. Une réflexion comparative (France, Côte d'Ivoire, Ouzbékistan) », in Tolan J., El Annabi H., Lebdaï B., Laurent F., Krause G. (eds) : *Enjeux identitaires en mutations (Europe et bassin méditerranéen)*. Bern, éd. Peter Lang, 2013.

⁶ Roch Yao Gnabéli : « Luttres politiques et reconstruction des identités collectives en Côte d'Ivoire (1990-2001) », *Journal des anthropologues*, 88-89, 2002 : 161-184.

caractère déstabilisateur, c'est qu'elle remettait en cause l'appartenance nationale sur la base de l'origine, étendant en quelque sorte la « clause d'ivoirité » à l'ensemble de la société. Comment en effet prouver que l'on a légitimement la nationalité ivoirienne sinon en apportant la preuve que l'on est soi-même « né ivoirien de père et de mère eux-mêmes nés ivoiriens », c'est-à-dire en exprimant son rattachement à une ligne généalogique, à un « village d'origine » et à une communauté d'origine villageoise ?

Autrement dit, dans ce processus extrêmement conflictuel, les mutuelles de développement deviennent un lieu stratégique d'ancrage du politique dans l'origine, non plus du seul point de vue du cadre idéologique qu'elles produisent, mais comme communautés symboliques définissant l'accès à la citoyenneté. Elles sont à la fois les supports et les réceptacles des tensions sociales et politiques globales de la société ivoirienne, qui en retour menacent leur unité et leurs capacités de mobilisation.